

Duchêne, Gérard. *L'économie de l'URSS*, Paris, La Découverte, Coll. « Repères », 1987, 127 p.

Jean-Christophe Romer

Volume 20, Number 1, 1989

L'Arctique : ses dimensions économiques, politiques, stratégiques et juridiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702481ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702481ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Romer, J.-C. (1989). Review of [Duchêne, Gérard. *L'économie de l'URSS*, Paris, La Découverte, Coll. « Repères », 1987, 127 p.] *Études internationales*, 20(1), 230–232. <https://doi.org/10.7202/702481ar>

Cette centralisation de l'information conduira-t-elle à une société orwellienne de haute technologie ou par l'accessibilité plus grande à l'information, à la fin de la dictature du parti? Selon Dizard et Swensrud aucune de ces deux perspectives n'est imminente, mais il y aura des pressions plus grande dans ces deux sens. Les auteurs terminent par une citation de Loren Graham, soviétologue: « Nous sommes peut-être à la veille d'apprendre que le système soviétique n'est pas fait pour l'ère de la communication. Si c'est le cas, il sera difficile pour l'Union soviétique de maintenir sa prétention d'être la seconde superpuissance dans la décennie qui vient ».

Il s'agit d'une recherche intéressante au sujet de la *glasnost*, surtout dans sa dimension informatique et des télécommunications. Nous sommes du même avis que les auteurs, lorsqu'ils concluent que des forces opposées s'affrontent en URSS pour une centralisation plus grande ou pour une plus grande démocratisation. Mais contrairement à Loren Graham nous pensons que l'URSS s'adaptera à l'époque des communications par une démocratisation de l'information et en plaçant l'informatique au service de l'homme et de la paix, plutôt que du profit et de la guerre. C'est là le pari de Gorbatchev.

Paul GAGNÉ

*Département de Philosophie,
Université du Québec à Trois-Rivières*

DUCHÊNE, Gérard. *L'économie de l'URSS*, Paris, La Découverte, Coll. « Repères », 1987, 127p.

Dans ce bref ouvrage d'à peine plus de cent pages, l'auteur s'est engagé à une double gageure. D'une part, il a voulu exprimer et expliquer clairement les mécanismes complexes du fonctionnement de

l'économie soviétique et, d'autre part, il a voulu effectuer ce travail à un moment où ces mêmes mécanismes font l'objet de vastes projets de restructuration. De ce point de vue, on peut considérer que G. Duchêne a pleinement réussi son pari. L'ouvrage est clair sans être simpliste et les réformes gorbatcheviennes sont parfaitement intégrées dans le cadre de l'ensemble de la situation économique soviétique.

L'introduction et le premier chapitre présentent l'économie soviétique dans son environnement politique et social. Ils précisent notamment les correspondances entre les différents niveaux du pouvoir politique et du pouvoir économique ainsi que le mode de fonctionnement des différentes unités de production. Un sous-chapitre sur la population et son activité est particulièrement bienvenu, marquant bien les raisons principales de la baisse de natalité, notamment dans les populations slaves. Ce n'est pas le seul alcoolisme, contrairement à ce que l'on entend trop souvent, mais l'ensemble des conditions sanitaires du pays qui font que l'espérance de vie à la naissance et le taux de mortalité infantile se situent à un niveau semblable à celui des pays d'Amérique latine (pp. 37-38).

Ces rappels sur la situation socio-politique étant effectués, l'auteur passe alors dans le vif du sujet, en analysant tout d'abord le fonctionnement des marchés et des monnaies en URSS (chap. 2). On peut distinguer trois types de relations de marché en URSS: État-ménage, intra-étatique et extérieur, ce dernier se subdivisant en relations économiques Est-Est et relations Est-Ouest. On peut alors constater que, au moins pour ce qui concerne les deux premiers marchés, il s'agit d'une économie fondée essentiellement sur la pénurie: pénurie des biens de consommation, de travail, de capital réel (pp. 50-63).

En ce qui concerne les relations économiques extérieures, on constate que, en

jouant sur les différentes catégories de prix, il faut relativiser un certain nombre d'idées reçues sur l'URSS, notamment sur les avantages-inconvénients de l'importation de céréales et de l'exportation d'hydrocarbures par l'URSS (pp. 64-65).

Le troisième chapitre, consacré à la planification et au rationnement, est, en apparence, plus classique, en distinguant les plans à long terme, 10-15 ans, les plans quinquennaux et les plans annuels ces derniers étant les seuls véritablement opérationnels. La conclusion de ce chapitre est également relativement classique, puisque l'auteur y estime que seule une réforme en profondeur du système de formation des prix peut permettre une amélioration du système dans son ensemble (pp. 85-91).

C'est en fait dans le dernier chapitre que l'auteur exprime ses intentions profondes et montre la grande originalité de l'ouvrage. Il y distingue les trois économies de l'URSS opérant une synthèse et une mise en situation dynamique de ce qui a été écrit précédemment.

La première économie qui représente les trois quarts du revenu national concerne l'ensemble du secteur socialisé et planifié. C'est l'économie que l'auteur qualifie de manière quelque peu méprisante mais fort exacte « d'économie des manuels occidentaux ». C'est une économie qui est fondée à la fois sur la pénurie et sur la tricherie des responsables économiques à différents niveaux pour prétendre exécuter, à moindre coût, les normes du plan; d'où le qualificatif paradoxal d'économie « parallèle » attribué à ce qui est en fin de compte l'économie « officielle ».

La seconde économie, qui, depuis peu, fait l'objet de nombreux articles dans la presse tant occidentale que soviétique, est cette économie souterraine, légale, tolérée ou illégale. En effet, il faut distinguer entre d'une part, le secteur privé légal ou en

voie de légalisation dans l'agriculture mais également, et de plus en plus, dans le petit commerce, les ateliers de réparation ou l'artisanat; d'autre part « l'exploitation du secteur public dans des buts privés » c'est-à-dire sur ce travail au noir fondé sur le vol, le « bricolage » sur les lieux de travail, les pots de vin, l'absentéisme...

La troisième économie, sans doute la moins connue, est constituée par ce que l'auteur nomme « le secteur prioritaire planifié » et qui correspond essentiellement au secteur des industries d'armement, mais également des biens civils découlant d'une technologie avancée et produits par des entreprises fournissant *a priori* le secteur militaire. Contrairement à ce que certains avançaient il y a quelques années – notamment C. Castoriadis – on ne peut que constater une interdépendance entre les secteurs civil et militaire de l'économie soviétique. Ce qui distingue l'un de l'autre est le caractère prioritaire dans l'approvisionnement des biens, des personnels et le contrôle de qualité dont bénéficie le secteur militaire.

Mais il faut également relever que ce secteur, bien que fondé sur une planification centralisée, est en parfait état de marche. C'est, selon l'auteur, de cette troisième économie que dépendra le succès ou l'échec des projets de réforme de M. Gorbatchev.

Le grand intérêt de cet ouvrage est en effet de montrer l'économie soviétique dans son fonctionnement ordinaire tout en précisant à chaque niveau d'analyse quels sont les projets de réforme mis en place. Or, selon l'auteur, le succès de ces réformes, pour nécessaires qu'elles fussent, reste encore très aléatoire. Rien, en tout état de cause ne doit être attendu avant 1990 de la mise en place de la réforme des prix, critère primordial pour juger de la réalité de ces projets. Mais il reste une autre incertitude. C'est l'attitude que les responsables de la troisième économie

adopteront à l'égard de cette réforme qui remet en question les principes de la planification centralisée au profit d'une planification plus incitative: « Quelle sera l'attitude des militaires et des industriels de l'armement? Préféreront-ils garder leurs priorités dans le système actuel (légèrement réorganisé) ou considéreront-ils que l'inefficacité de la première économie n'est plus tolérable et que la « réforme radicale » est indispensable? De leur arbitrage dépendra la stabilité au pouvoir de M. Gorbatchev ou plutôt l'issue réelle de ses projets » (p. 121).

Jean-Christophe ROMER

Université de Paris I.

JACOBSEN, Carl G. *The Soviet Defence Enigma: Estimating Costs and Burden*. Oxford-Pipers, Oxford University Press-SIPRI, 1987, 207p.

Les dépenses militaires soviétiques ont toujours fait l'objet de débats très techniques, voire ésotériques, aux implications politiques considérables. Ainsi, en 1976, la décision de la CIA de doubler le coût en roubles de ses estimations de l'effort économique de défense de l'URSS a probablement facilité la justification du réarmement américain entrepris sous la présidence de Ronald Reagan. Derrière les chiffres se cachent aussi les intentions politiques et stratégiques. Le SIPRI, sous la responsabilité du Professeur Carl G. Jacobsen, vient d'éditer un ouvrage sur l'estimation des dépenses militaires soviétiques, important à la fois par la diversité des analyses qu'il présente et par la qualité incontestable de ses auteurs.

En introduction, Carl Jacobsen fait une présentation assez complète des définitions et des chiffres officiels des coûts de la défense soviétique. Il montre que les concepts statistiques ne sont pas très clairs

et que de nombreuses dépenses de défense échappent au budget proprement militaire tel qu'il est présenté en URSS. D'autre part, la plupart des estimations faites par les spécialistes occidentaux sont très contestables, notamment l'américanisation du budget soviétique qui fait comptabiliser le coût d'un conscrit soviétique qui reçoit moins de 100 dollars l'an au salaire annuel de 20 000 dollars d'un soldat américain. Les grandes lignes et principes des études de Rosefelde, Lee, Wiles, Steinberg, Nove, Duchêne sont énoncés, ainsi que leurs limites. Enfin, Jacobsen insiste sur les différences de tradition politico-militaire soviétique et anglo-saxonne. Les militaires sont des composantes intégrales et vitales de l'État soviétique, les Bolchéviques sont des soldats et l'armée rouge est composée de bolchéviques. Le secteur militaire fait, par définition, partie de l'élite nationale.

Gérard Duchêne et Dmitri Steinberg présentent ensuite, de la manière la plus simple possible, les spécificités de la comptabilité nationale soviétique (principalement, la distinction entre les secteurs productifs ou non-productifs, les unités économiques, les concepts de production, les prix et les subventions, les comptes du commerce extérieur, le produit national brut et le produit matériel net, la comparaison entre les agrégats de l'Est et de l'Ouest, la méthodologie de la CIA pour calculer le produit national soviétique, la place de la défense dans le revenu national, le revenu national et les données du budget de l'État, la consommation individuelle et collective, le fonds d'accumulation) qui sont utiles pour comprendre les analyses techniques de l'estimation des dépenses militaires.

Dmitri Steinberg estime les dépenses militaires soviétiques en reconstruisant les comptes nationaux de l'URSS. Après avoir présenté les recherches des économistes soviétiques eux-mêmes sur le sujet, recher-